

Quelles perspectives pour le secteur jeune public ?

PROPOS RECUEILLIS PAR CYRILLE PLANSON. PHOTOGRAPHIES DE JULIEN PEBREL



JOËL SIMON

Directeur
du Festival
Méli'môme
à Reims (51)



MARION ROUSSEAU

Coprésidente
de l'association
Scènes d'enfance
- Assitej France



KARIN SERRES

Autrice,
cofondatrice
de Labo07

LA SCÈNE : La Belle Saison avec l'enfance et la jeunesse, une opération conduite pendant un an et demi par le ministère de la Culture et de la Communication, s'est achevée en décembre 2015 avec la présentation par Fleur Pellerin du plan Génération Belle Saison. L'actuelle ministre de la Culture, Audrey Azoulay, lui a donné un prolongement en présentant huit propositions pour le secteur jeune public. Sans moyens clairement affectés, la Belle Saison a-t-elle conduit à une impasse ?

MARION ROUSSEAU : La Belle Saison avec l'enfance et la jeunesse était d'abord un héritage des chantiers menés par l'association Scènes(s) d'enfance et d'ailleurs qui ont conduit à la rédaction d'un manifeste. Un vrai travail de fond avait été mené pendant des années et l'on espérait que le ministère de la Culture et de la Communication inscrive cela dans une dynamique nationale pour apporter un éclairage de l'État sur un existant fort. On imaginait cela un peu comme les temps dédiés aux arts de la rue, au cirque ou aux arts de la marionnette, qui avaient apporté un

tel éclairage sur chacun de ces secteurs. On pouvait surtout espérer que cela ouvre la voie sur une nouvelle politique pensée, ouverte et lisible en faveur du jeune public.

JOËL SIMON : On attendait un coup de projecteur sur le travail de fourmi réalisé partout en France. Nous espérions des moyens. Les 40 propositions de Scène(s) d'enfance et d'ailleurs étaient une base et je pensais que les moyens allaient suivre...

LA SCÈNE : L'absence de réels moyens pendant le temps de la Belle Saison vous a-t-elle déçus ?

JOËL SIMON : Dès le début, j'ai été surpris et choqué qu'aucune ligne budgétaire n'ait été affectée à cette opération. Il s'est beaucoup dit que nous devions monter des projets et qu'ensuite les moyens viendraient. C'était l'enjeu posé par la Belle Saison. Mais c'est de l'angélisme. J'ai été agacé par l'angélisme du milieu jeune public à ce moment-là. La Belle Saison s'apparente à une opération de communication, qui a été nécessaire, qui a généré des choses, mais d'abord de la communication. Je suis resté en attente et soucieux depuis le début. Je pense que le ministère ne s'est pas saisi des propositions de Scène(s) d'enfance et d'ailleurs.

KARIN SERRES : N'appartenant pas à une structure, j'étais heureuse que l'on nous réunisse tous, que l'on mette des visages sur des noms et que l'on réfléchisse ensemble. Une occasion nous était offerte. Mais, en face, au ministère, plus nous propositions, plus j'avais l'impression de gêner, je me suis dit que je m'étais trompée. Nous n'étions pas là pour changer les choses mais pour valider



un postulat : «*Le théâtre jeune public, c'est bien*». Je suis d'accord, mais j'ai été déçue. J'adorais travailler dans la «Commission internationale» instituée, par le ministère pour la Belle Saison, mais si tout ce que tu proposes pour changer le système est rejeté, tu te demandes à quoi cela peut servir. Je suis sûrement naïve, mais très vite la question s'est posée de ce que l'on validait pour intégrer la Belle Saison. Et là, je ne me sentais plus du tout à ma place. J'ai eu l'impression d'une double trahison : toute notre réflexion servait à valider des spectacles ou des lieux.

JOËL SIMON : Il n'y pas eu d'exigence attachée à cette Belle Saison, dès le départ. On ne peut pas dire qu'il y a eu des choix sur des lignes artistiques. J'ai reçu beaucoup de mails de lieux ou de compagnies qui utilisaient la Belle Saison pour justifier de leur travail, parfois très médiocre.

KARIN SERRES : Oui, alors que si la Belle Saison avait été l'occasion pour que la profession se réunisse et pose des critères, pourquoi pas, cela m'aurait intéressée d'y réfléchir.

MARION ROUSSEAU : Tout s'est un peu fait chemin faisant. Le ministère a pensé s'appuyer sur ceux qui savent et qui font le secteur, mais en définitive, comme ce même ministère n'avait

pas de plan, les choses se sont faites, et dégonflées, au fur et à mesure. Les choses ont un peu filé.

KARIN SERRES : Il y a au ministère des personnes de bonne volonté, qui ont porté cela depuis très longtemps. Mais ce qui me désole, c'est que la lettre de Jean Vilar de 1973 soit encore d'actualité. Le problème qui dépasse la Belle Saison, finalement, est celui de la considération de l'enfant dans la société. Et ce n'est pas la Belle Saison qui pouvait le changer. Sauf... Le seul endroit, c'est de l'ordre du symbolique. Il faut quelque chose de visible, d'énorme, pour changer les choses en profondeur. Et là, c'est maintenant que cela se joue. Que peut-on faire de symbolique et d'énorme pour dire que l'on avance réellement ?

JOËL SIMON : La Belle Saison s'est pris de plein fouet les élections municipales et les baisses de subventions afférentes. Il y a quand même des lieux qui ont fermé. Je pense aux projets du théâtre de Villeneuve-lès-Maguelone et du Quai à Angers, qui étaient des lieux phares du jeune public. C'est au moment de la Belle Saison que tout cela s'est effondré.

LA SCÈNE : Le grand public, mais aussi la filière du spectacle dans son ensemble, ont-ils clairement identifié la Belle Saison ?

JOËL SIMON : Je peux témoigner qu'en Champagne-Ardenne, d'où je viens, il existe encore des compagnies et des lieux qui nous demandent ce qu'est cette Belle Saison.

MARION ROUSSEAU : Le nom comme les visuels n'étaient pas très signifiants. Le temps des arts du cirque a marqué les publics et les territoires de manière incroyablement plus forte. Un réseau de lieux et des labels ont émergé. La reconnaissance du grand public était alors très forte.

JOËL SIMON : Quand on voit que François Hollande avait fait de la jeunesse sa priorité, on ne peut qu'être déçu quelques années plus tard.

KARIN SERRES : Ce qui est questionné là, c'est la place de l'enfant dans la société, de la culture dans la société mais aussi de l'État dans la culture. Mais l'enjeu réel n'était pas sur la Belle Saison, il est sur «l'après Belle-Saison». Soit on peut tirer de ce qui a été fait quelque chose de fort qui nous mène sur un élan vers la présidentielle, soit cela aura servi à peu de choses.

LA SCÈNE : Que retenez-vous de positif de cette année et demi de Belle Saison ?

KARIN SERRES : Peut-être que le ministère a mesuré plus qu'avant notre capacité d'initiative, notre autonomie, notre capacité à co-construire. On a donné de notre milieu une image intelligente, innovante et collaborative. C'est positif.

JOËL SIMON : Il fallait lancer les choses pour attirer l'attention. Et puis, des solidarités de territoire ont émergé. On a vu aussi que les actions ont été plus fortes sur les territoires sur lesquels le conseiller «théâtre», et pas seulement les conseillers «éducation artistique et culturelle» de la DRAC, se sont engagés.

MARION ROUSSEAU : Grâce à la Belle Saison, le ministère a cessé de considérer le jeune public sous le prisme de l'éducation artistique (EAC) et culturelle, mais dans une perspective de secteur professionnel et de création. Le combat doit être poursuivi car on nous ramène souvent sur ce seul champ de l'EAC. Il était indispensable d'entendre une parole publique forte sur cela. Un autre aspect positif : cela a prolongé les dynamiques initiées au sein des chantiers de Scène(s) d'enfance et d'ailleurs, dans des plateformes régionales, alors que tout cela aurait pu s'essouffler très vite.

KARIN SERRES : Pour certaines institutions comme les Instituts français, la Belle Saison a eu un vrai impact. Certains travaillaient déjà sur le jeune public mais là, c'est comme si elle avait permis de légitimer cette action et leur initiative dans ce champ où on ne leur demandait jamais d'intervenir.

JOËL SIMON : Désormais, le jeune public n'appartient plus seulement au jeune public. Des auteurs et des metteurs en scène n'ayant pas cette adresse spécifique sont aussi entrés dans le jeu.

«Quand on voit que François Hollande avait fait de la jeunesse sa priorité, on ne peut qu'être déçu.» JOËL SIMON

MARION ROUSSEAU : Attention, Joël, il y a aussi eu quelques effets d'aubaine, parfois...

JOËL SIMON : Oui, mais le milieu professionnel est désormais prêt à accepter que d'autres s'emparent de cette création.

MARION ROUSSEAU : Je trouve que l'angélisme du milieu jeune public dont tu parles, Joël, n'est rien en comparaison de celui dont a fait preuve le ministère lorsqu'il a réalisé le bilan de cette Belle Saison. L'action a été très valorisée alors que l'ensemble du secteur était plutôt déçu de ce à quoi tout cela aboutissait. L'annonce d'un plan de 23 mesures, sur une durée de 5 ans, et qui s'appuie sur des propositions du secteur, c'est positif. Mais ces annonces seront-elles suivies d'effet ?

JOËL SIMON : Le vrai problème, c'est qu'aucune somme précise n'est annoncée en face de ces 23 mesures, contrairement à ce qui vient d'être annoncé, par exemple, pour le champ de la danse ou celui des arts de la rue. C'est toujours comme cela avec ce secteur.

LA SCÈNE : La production semble peu présente dans les propositions ministérielles, sinon à travers une série de recommandations adressées aux labels nationaux. Cela vous surprend-il ?

MARION ROUSSEAU : Le ministère a annoncé qu'une part du budget de la Génération

Belle Saison interviendrait en aide aux projets transmis par les plateformes jeune public en région. Il souhaite s'appuyer sur ce que la profession parviendra à distinguer. Ce serait 5 à 6 projets par an, soutenus à hauteur de 10 000 à 20 000 € chacun. Ce n'est pas suffisant mais c'est un début.

KARIN SERRES : Je serais un peu plus radicale : je pense qu'il est temps de faire des quotas dans tous les dispositifs et labels, nationaux et régionaux. On ne peut pas s'en sortir sans cela. Pourquoi ne pas expérimenter cela sur cinq ans et dresser ensuite un bilan ?

MARION ROUSSEAU : Les mesures proposées par la ministre ne sont pas chiffrées. Il y a là beaucoup de volonté mais, sans chiffres, à quoi cela peut-il engager ? Pour autant, la circulaire adressée aux DRAC par la ministre fait état aussi du souhait d'un renouvellement des comités d'experts DRAC pour que la création jeune public soit aussi expertisée et prise en compte, ce qui n'est pas toujours le cas. C'est une avancée, il faut aussi s'appuyer sur cela.

LA SCÈNE : Il n'existe pas de réseau jeune public labellisé, investi à la fois sur la recherche artistique, la production et la diffusion. Est-ce l'une des faiblesses du secteur ?

KARIN SERRES : L'un des enjeux de la Belle Saison qui n'a pas fonctionné, c'est l'investissement pérenne des CDN dans la production jeune public.

JOËL SIMON : L'exemple de Reims, avec un partenariat intelligent avec le CDN, en confiance sur la création, nous permet de travailler ensemble sur la coproduction, la résidence artistique, l'action culturelle et la diffusion. Il faudrait surtout repérer des endroits investis sur la production en France.

MARION ROUSSEAU : Une cartographie va être élaborée en ce sens par le ministère et on nous annonce la labellisation à moyen terme de cinq nouvelles scènes conventionnées, uniquement sur une entrée «art, enfance, jeunesse».

KARIN SERRES : Si le ministère se sert de ce plan Génération Belle Saison pour expliquer enfin aux CDN qu'ils ne sont pas du tout à la hauteur des objectifs fixés dans leur cahier des

charges, cela peut fonctionner. Tant que ce ne sera pas exigé et évalué, rien ne bougera.

JOËL SIMON : Les compagnies sont aujourd'hui dans une grande souffrance, dans leur financement et dans leur accompagnement. Un lieu comme la Minoterie, à Dijon, devrait être un des lieux phares de la production en France. Il faut pour cela qu'il soit soutenu, mais sur la base d'un cahier des charges pour éviter le saupoudrage, avec des choix artistiques qui n'existent pas encore et des temps de résidence plus longs, dépassant la seule semaine proposée aux compagnies.

KARIN SERRES : Le temps est venu de valoriser le jeune public avec des quotas. Par ailleurs, il me semble que pour continuer sur cet élan et produire du symbole, il faudrait à Paris un lieu

«Il faut un lieu de programmation et d'expérimentation à Paris, un symbole "fort".» KARIN SERRES

de programmation et d'expérimentation, un théâtre dirigé par Scènes d'enfance - Assitej France, qui aurait pour mission de défendre la diversité de notre secteur tout au long de l'année. Tant que l'on ne fera pas cela, rien ne changera. De fait, cela fédérerait toutes les plateformes. Cela donnerait de l'ambition aux équipes artistiques, des repères aux programmateurs. Et puis, à l'international, les diffuseurs qui se tournent vers la France ne savent pas où aller et ne trouvent pas une offre claire et de qualité sur Paris.

LA SCÈNE : Ce serait un Théâtre national jeune public, un peu à l'image du Théâtre national des enfants que Jack Lang avait brièvement fondé à Chaillot en 1973 ?

KARIN SERRES : Oui, ce serait exactement ça.

JOËL SIMON : Je trouve que l'on devrait aussi engager un travail approfondi vers l'Europe.

KARIN SERRES : Si ce lieu est dirigé par une association nationale comme Scènes d'enfance - Assitej France, on évite tout phénomène de concurrence avec les théâtres existants et l'on met en jeu un lieu ressources qui peut se mettre en réseau avec tous les grands théâtres jeune public dans le monde. Car il en existe partout, sauf en France. |